



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

**Marché à procédure adaptée n° 2025-0394/EdA-DA du
18/04/2025**

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

**Acquisition de véhicules de liaison au profit des Forces
Armées de la République de Côte d'Ivoire**

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le marché ainsi que la consultation, passés suivant les règles de la procédure adaptée, sont établis sur le fondement des textes suivants :

- ✓ le Code de la Commande Publique (CCP) ;
- ✓ le CCAG/ Fournitures Courantes et Services, dit « CCAG FCS », dans sa version du 30 mars 2021.

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la mise à disposition de véhicules de liaison de type pick-up polyvalent au profit des Forces Armées de la République de Côte d'Ivoire.

Les caractéristiques techniques des véhicules sont décrites en annexe 1 du présent document.

1.2 Forme, nature et durée du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé selon une procédure adaptée (MAPA) par référence aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique. Il est conclu pour un montant maximum estimé de 221 000€ HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification dans la limite de 221 000€ HT jusqu'à la livraison définitive des véhicules sans préjudice de la durée de garantie.

1.3 Marchés complémentaires

En application de l'article R 2122-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marchés de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet l'achat de fournitures complémentaires à celles qui ont été livrées par le titulaire du présent marché.

Lorsque de tels marchés sont passés, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 2 – PIECES DU MARCHE

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces suivantes :

2.1 Pièces particulières

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces particulières énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dûment remplis, datés et signés ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe ;
- 3) L'offre technique du titulaire ;
- 4) Les éventuelles modifications au marché, signées des deux parties ;
- 5) Les bons de commande.

2.2 Pièces générales

L'accord-cadre à bons de commande est régi par ces pièces générales (en vigueur au jour de la signature du présent document) :

- 1) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS), en vigueur à la date d'établissement du DCE ;
- 2) La législation et la réglementation en vigueur pour les prestations, objets de l'accord-cadre à bons de commande ;
- 3) Les pratiques et coutumes de la profession.

2.3 Exhaustivité des pièces

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis précédemment, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Leurs dispositions prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le(s) titulaire(s) préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Obligations du titulaire

Le titulaire :

- désigne, pour toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande, un responsable (personne physique et interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur pour toute question relative à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande) qui suit, coordonne l'action des différents intervenants et le représente face au pouvoir adjudicateur ;
- est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande ;
- a un devoir de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur ;
- exécute les bons de commande, dans leur intégralité, avec compétence et de manière continue conformément aux règles et usages de la profession ;
- respecte le prix et les délais indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (AE).

3.2 Assurance et responsabilité du titulaire

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation et permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du titulaire et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité. À défaut de production de cette attestation, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, le marché est résilié à ses torts exclusifs, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de ce marché.

3.3 Obligations et droits du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

- s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations, les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès des prestations ;
- informe le titulaire des modifications substantielles du contexte des prestations ou de ses conditions de mise en œuvre ;
- s'engage à ne pas divulguer d'informations liées aux prix et aux conditions d'exécution du titulaire ;

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS TECHNIQUES

4.1 Passation des commandes

Un bon de commande est établi pour toute demande d'exécution de prestation en vue de la satisfaction des besoins du pouvoir adjudicateur.

L'organisme habilité à passer les commandes est le pouvoir adjudicateur, et principalement le service émetteur est la Direction International et Opérations (DIO).

Les bons de commande sont communiqués par voie électronique. Aucune commande ne peut être passée oralement. Ils peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

Les bons de commande contiennent les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations et mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande du pouvoir adjudicateur ;
- le code service : DIO INTERNATIONAL ;
- la destination et le bénéficiaire ;
- le mode d'expédition ;
- la description des véhicules ;
- les quantités commandées ;
- les prix unitaires en euros HT ;
- le montant total du bon de commande en euros HT ;
- la date de livraison attendue, conformément au délai contractualisé ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée.

4.2 Confirmation de commandes

Une fois le bon de commande émis, le titulaire en accuse réception et confirme la commande dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures.

Cette confirmation est impérative. Elle donne lieu à un email qui porte les éléments d'identification du bon de commande, notamment :

- Les références de la commande (date, n°, destinataire) ;
- Le libellé de chaque fourniture ;
- Les données quantitatives (nombre de colis éventuels, poids volume, etc....) ;

- La valorisation de la commande ;
- Les codes douaniers des véhicules.

Le titulaire transmet sur demande avant la date de livraison le poids et volume des commandes.

4.3 Délai de livraison

Le titulaire est tenu de respecter le délai de livraison indiqué dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Ce délai ne peut être ajusté qu'après l'accord du pouvoir adjudicateur et ou du bénéficiaire. La livraison doit avoir lieu au plus tard en octobre 2025.

Une attention particulière est demandée au titulaire sur le respect des délais de livraison afin d'assurer la mise à disposition des équipements au client.

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les équipements commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur. Cette information ne saurait décharger le titulaire de sa responsabilité et l'exonérer des pénalités de retard prévues à l'article 9 du présent CCP.

4.4 Livraison

L'incoterm FCA locaux vendeur est utilisé conformément à la réglementation douanière *Incoterms 2020*. Les opérations de chargement et de sécurisation de la marchandise dans le conteneur sont à la charge du titulaire.

Aucune livraison partielle n'est acceptée, sans accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande mentionne notamment :

- les coordonnées du titulaire ;
- la référence du marché spécifique ;
- la référence de la commande ;
- la destination et le « client final » ;
- la description des véhicules et le VIN (*Vehicle Identification Number*) ;
- la quantité ;
- le poids brut des véhicules ;
- le nombre de palettes ou colis ;
- la date de livraison.

Un exemplaire du bon de livraison est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au client final au moment de la livraison.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son client vaut transfert de propriété des produits.

ARTICLE 5 – VERIFICATION ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE

5.1. Vérification à réception

La vérification à réception a pour objet de constater que les véhicules sont conformes aux exigences figurant en annexe du présent CCP.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion de la réception technique par une ou plusieurs personnes représentant le pouvoir adjudicateur. Les modalités d'une présentation/essai des véhicules sont communiquées ultérieurement au titulaire. Un procès-verbal de réception est rédigé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire s'assure de la mise en condition des véhicules pour la réalisation des tests et notamment du niveau nécessaire de carburant pour assurer le démarrage.

Le pouvoir adjudicateur, ou son représentant exerce un contrôle systématique sur la qualité de la prestation.

Les délais d'acceptation peuvent varier suivant la destination. Les opérations de vérification réalisées sont les suivantes :

- Une vérification qualitative par le pouvoir adjudicateur ou son représentant : conformité bons de commande/de livraison, contrôle de l'aspect extérieur des équipements, mise en service des véhicules ;
- Une vérification quantitative par le pouvoir adjudicateur, ou son représentant : conformité quantité facturée/quantité livrée.

En cas de non-conformité, une déclaration de litige est réalisée.

Conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les produits non conformes. Lorsque ce délai est écoulé, ils sont détruits ou évacués par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire. Dans le cas d'une destruction, un certificat de destruction est réalisé et une demande d'avoir est demandée au titulaire comprenant notamment ces frais.

5.2. Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure responsable des véhicules jusqu'à leur mise à disposition et leur acceptation par le pouvoir adjudicateur c'est-à-dire jusqu'à la signature du bon de livraison.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et le pouvoir adjudicateur ou son représentant est effectif lors de la signature du bon de livraison par les deux parties.

5.3. Admission, ajournement, réfaction et rejet

5.3.1 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous-réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison.

L'admission des fournitures entraîne le transfert de leur propriété au pouvoir adjudicateur. Si la remise des fournitures au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à la remise effective les obligations du dépositaire.

5.3.2 Ajournement

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admis que moyennant certaines mises au point, il peut décider de prendre une décision (motivée) d'ajournement des fournitures. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les fournitures conformes aux dispositions du présent marché, dans un délai de quinze (15) jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le

pouvoir adjudicateur prend une décision de rejet dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours susmentionnés.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet.

Par la suite, d'autres décisions d'ajournement peuvent être prises aussi longtemps que les fournitures demeurent non-conformes.

5.2.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des fournitures, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admis en l'état, il peut les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et convenue contradictoirement par les parties. La décision de réfaction doit être motivée ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours à suivre la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission des fournitures est réputée sans réfaction.

La réfaction du prix est actée par écrit.

5.3.4 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises et ne permettent ni un ajournement, ni une réfaction de prix, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les fournitures rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

ARTICLE 6 - GARANTIE

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations, en ce qui concerne la propriété industrielle de celles-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Le point de départ de la garantie est celui de la mise à disposition des fournitures dans les locaux du titulaire.

A minima, la garantie doit respecter les principes suivants :

- être d'un (1) an minimum ;
- obliger le titulaire à remettre en état ou remplacer à ses frais la partie des équipements reconnue comme défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au bénéficiaire final. Le titulaire dispose d'un accès total aux équipements considérés comme défectueux afin de déterminer l'imputabilité et la défectuosité. Le pouvoir adjudicateur met

- à disposition du titulaire tout élément permettant d'analyser l'imputabilité de la défectuosité ;
- couvrir les frais de déplacement de personnel du titulaire, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation ou dans les locaux du titulaire. Pendant cette remise en état, si la privation de jouissance entraîne pour le bénéficiaire un préjudice, -
- le pouvoir adjudicateur peut convenir avec le titulaire de l'envoi d'un matériel de remplacement équivalent ;
- définir le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée ;
- exécuter les réparations prescrites par le pouvoir adjudicateur ou le bénéficiaire final et en demander le règlement si le titulaire justifie que sa mise en jeu n'est pas fondée. A ce titre, le pouvoir adjudicateur a l'obligation de mettre à disposition du titulaire tout élément matériel ou d'information que ce dernier demanderait, y compris en l'exigeant du bénéficiaire final afin d'évaluer l'origine de la problématique ayant nécessité l'intervention en garantie ;
- être prolongée dans le cas où le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites dans le délai accordé ou convenu entre les parties.

Après réception des équipements remis en état, le délai de garantie est prolongé d'une durée égale à la durée d'indisponibilité du matériel en cause. Cette durée est comptabilisée entre le moment où le pouvoir adjudicateur porte cette indisponibilité à la connaissance du titulaire et la date de la décision prise à l'issue des opérations de vérification après remise en état.

Le titulaire est exonéré de l'obligation de garantie uniquement dans les cas suivants :

- si les défauts proviennent d'une conception imposée par le pouvoir adjudicateur ;
- si les défauts proviennent soit de matières, documents, et éléments fournis ou imposés par le pouvoir adjudicateur ;
- si le défaut résulte des conséquences de l'assemblage ou de montage par le pouvoir adjudicateur ou un tiers ;
- si la détérioration des matériels est due soit :
 - o à une négligence ;
 - o à un défaut de surveillance ou d'entretien ;
 - o à un montage défectueux ;
 - o à une manœuvre imputable à d'autres intervenants que le titulaire ;
 - o à une utilisation non conforme aux spécifications ;
- en cas de stockage non adapté ou non conforme aux spécifications, ou si le matériel a subi entre temps une réparation/révision par un intervenant autre que le titulaire ;
- si les incidents résultent d'événements constitutifs de Force Majeure ;
- si un accident, une faute intentionnelle, un usage anormal par rapport aux prescriptions de la notice de
- fonctionnement, un déplacement intempestif, une modification, une intervention, une opération qui serait effectuée hors des prescriptions des manuels d'utilisation et de maintenance ;
- si une utilisation non-conforme des équipements résultent de l'édition ou de la modification par le pouvoir adjudicateur de la documentation pertinente ;

L'ensemble des principes susmentionnés s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue par le Code civil.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1 Contenu des prix

Le prix de l'accord-cadre à bons de commande est détaillé en annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

Le prix inclut notamment :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations (fourniture et dépenses associées) ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales, d'assurances ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

7.2 Forme et nature des prix

Le prix de l'accord-cadre à bons de commande est exprimé en euros (€) HT avec au plus deux (2) décimales (toutes charges et toutes sujétions comprises), est unitaire et ferme durant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 8 – FACTURATION ET AUTRES MODALITES FINANCIERES

Le paiement des factures n'intervient qu'après que le pouvoir adjudicateur a accepté les prestations (cf. article 5 du présent marché).

8.1 Facturation

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : DIO_INTERNATIONAL ;
- les références du marché (numéro et date) ;
- le n° de SIRET du pouvoir adjudicateur (542 085 907 00013) ;
- **le numéro et la date du bon de commande ;**
- le numéro et la date de l'établissement de la facture ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- l'adresse de facturation ;
- les références du bon de livraison établi par le titulaire ;
- les dates de livraison et de facturation ;
- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;

- le montant total en euros HT de la commande réceptionnée ;
- les dates et signature.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur est allongé et la mise en règlement retardée.

8.2 Délais et modalités de paiement

Les délais de paiement sont conformes à la réglementation en vigueur en matière de marchés publics : les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture conforme, sous réserve de l'acceptation par le pouvoir adjudicateur des prestations et matériels, ou d'acceptation des prestations et matériels si celle-ci est postérieure.

Le mode de règlement est le virement établi par la Direction Financière et Comptable (DFC) du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire du titulaire (indiqué dans son offre). Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un RIB.

8.3 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

8.4 Nantissement et cession de créance

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire, sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement : toute cession de créances est notifiée directement au comptable du pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

8.5 Avances

Une avance à hauteur de 30 % du montant HT du bon de commande peut être accordée au titulaire sur demande expresse.

Si la demande d'avance est d'un montant supérieur à deux-cent mille euros hors taxe (200 000 €) HT, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une garantie de restitution à première demande d'une banque de premier rang ou une lettre de confort émanant de sa maison mère.

Ladite attestation ou lettre est envoyée par LR/AR aux services du pouvoir adjudicateur en même temps que la demande d'avance.

ARTICLE 9 – PÉNALITÉS

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont dues quel que soit leur montant et ne peuvent excéder 20% du chiffre d'affaires mensuel réalisé par le titulaire au titre du marché.

9.1 Pénalité pour retard

Lorsque le délai contractuel de livraison des fournitures est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 700$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours de retard.

9.2 Pénalité pour non-respect des dispositions des pièces du marché

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché incluant, notamment, l'absence de transmission des fiches techniques et données de sécurité, le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 50 € H.T. par non-respect constaté.

Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

ARTICLE 10 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS s'appliquent.

ARTICLE 11 – RESILIATION ET CLAUSE SUSPENSIVE

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au « Chapitre VII Résiliation » du CCAG/FCS.

Lorsque la poursuite de l'exécution des prestations est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le titulaire.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent de l'éventuel maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché.

ARTICLE 12– CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- L'ajustement des modalités d'exécution des prestations, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- La cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire¹, à certaines conditions²;
- La reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

ARTICLE 13 – LITIGES ET DIFFERENDS

L'accord-cadre à bons de commande et l'ensemble des documents qui en découlent sont soumis aux dispositions du droit français. En cas de litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le règlement à l'amiable est privilégié dans un premier temps, et le mode opératoire suivant est appliqué :

- Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire concerné un courrier d'observations sous pli recommandé avec accusé de réception, assorti d'un délai pour se conformer aux dispositions de l'accord-cadre à bons de commande. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires ;
- ou le titulaire s'adresse au pouvoir adjudicateur sous pli recommandé avec accusé de réception ;
- parallèlement, les deux parties se rapprochent pour établir une solution (définition de mesures correctives à appliquer par le titulaire...).

En cas de litiges répétés sans amélioration, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire après envoi d'un courrier de mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut d'un règlement amiable préalable entre les parties, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le tribunal compétent est celui du lieu de résidence du pouvoir adjudicateur à savoir le Tribunal administratif de Montreuil (93).

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication sans qu'il soit besoin d'explicitement systématiquement le caractère confidentiel de cette dernière. En particulier, sont considérés comme confidentiels l'organisation et le fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, ainsi que toute information relative au personnel travaillant pour le compte de ce dernier et les prix proposés dans le cadre du présent marché.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour assurer la confidentialité des éléments du marché.

¹ Fusion, acquisition, absorption et scission

² A condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

Le titulaire et le personnel affecté à la collecte et à l'exploitation des données demeurent soumis aux règles du secret professionnel, ainsi qu'aux habilitations en usage le cas échéant.

S'il constate une attaque informatique il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur et précise si des données lui appartenant et/ou en lien avec l'exécution du marché ont pu être atteintes, copiées, divulguées, corrompues, détruites ou autre. Il indique les moyens qu'il a mis en œuvre pour faire cesser l'intrusion, ainsi que ceux qu'il met en place pour prévenir tout nouvel incident.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes au pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Le titulaire s'oblige à procéder à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution du marché. Sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur, cette destruction doit être totale à l'issue du marché.

En cas de violation des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire s'engage expressément à respecter :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;

- les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel créées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (dit « RGPD »).

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur, est formellement prohibée.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que conformément aux finalités qui ont justifié sa communication par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'interdit notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

Le titulaire s'assure en outre que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'aucune opération de la part d'un prestataire sous-traitant ou d'une personne agissant sous son autorité, autres que celles prévues dans le présent marché.

En tout état de cause, le titulaire ne peut divulguer à des tiers les données à caractère personnel dont il a accès dans le cadre du présent marché spécifique sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire met en place des procédures assurant que les tiers autorisés à accéder aux données à caractère personnel respectent et préservent la confidentialité et la sécurité desdites données.

Le titulaire s'assure, en outre, que ces données ne puissent être ni cédées ni louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent marché et se porte-fort du respect de cette obligation par son ou ses prestataires.

ARTICLE 16 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Le pouvoir adjudicateur est engagé dans une politique d'achats plus respectueuse de l'environnement, de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail ; pour ce faire, il implique ses partenaires et prestataires dans cette démarche.

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que ses prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire mène globalement une démarche favorable à l'environnement.

ARTICLE 17 – DEROGATION AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 4.4	Livraison	Article 21
Article 5	Vérification et admission	Articles 27 à 31
Article 9	Pénalités	Article 14
Article 11	Résiliation et clauses suspensives	Chapitre VII